pour tous et tout de suite, avec le marché et la privatisation). Mais l'identification entre réforme libérale-marchande et démocratie est de plus en plus clairement remise en cause par les partisans d'une main-forte pour imposer le marché. Ceux-ci ont désormais des points d'appui institutionnels décisifs au plan des soviets de plusieurs villes et républiques. La population semble très partagée entre la crainte des changements pour le pire, et l'exaspération devant le piétinement actuel.

Cette situation instable se reflète dans les hésitations persistantes de Gorbatchev entre les diverses variantes de réformes, et le recours ultime aux méthodes de contrôle direct par-dessus l'autonomie financière proclamée formellement.

Dans l'ensemble, le projet de réforme bureaucratique à visage « humain » a échoué, la base populaire de soutien au centrisme de Gorbatchev s'est effondrée.Ses marges de manoeuvre entre les conservateurs et les libéraux radicaux tiennent encore aux faiblesses des projets des uns et des autres ; mais il s'agit plutôt de tentatives de gestion du désordre que de réformes. Le recours en dernier ressort à l'appareil du Parti dans le KGB et l'armée pour maintenir un pouvoir du centre contre l'éclatement chaotique de l'Union est loin d'être solide tant est profonde la crise d'ensemble du système. La répression peut être un recours de diverses variantes en présence, depuis les néo-staliniens jusqu'aux partisans du capitalisme, en passant par le centrisme gorbatchevien. Les pseudo-démocrates libéraux ne seront prêts à s'opposer à l'usage de la répression que dans le cas où celle-ci vise au maintien des anciens pouvoirs. Seules les résistsances de masses pourront empêcher le recours à la force pour étouffer les conflits sociaux et nationaux croissants.

e) Avec la grève des mineurs, la classe ouvrière soviétique a réalisé une première expérience d'auto-organisation qui marquera les prochaines luttes. Les regroupements indépendants de travailleurs au plan socio-politique ou syndical qui se sont multipliés à diverses échelles, les actions locales éclatées contre les pouvoirs bureaucratiques, la participation massive aux élections et aux fronts nationaux sont autant de manifestations d'un éveil politique majeur. Mais elle n'est pas dotée d'organisations indépendantes avançant des réponses programmatiques cohérentes lui permettant d'éviter la fausse alternative qu'on ne cesse de lui présenter : néo-conservatisme adoptant un langage de classe ou libéralisme marchand au discours anti-bureaucratique radical. Notre tâche centrale en URSS est d'aider à briser cette fausse alternative. Elle est de soutenir toutes les expériences et les premiers points d'appui de l'auto-organisation des travailleurs, si fragiles, confus et embryonnaires soient-ils, tant sur le plan syndical que sur celui, essentiel aujourd'hui, de formes autogestionnaires de réponse à la crise.

5) Des différences majeures continuent à distinguer la situation en URSS et celle des autres pays de l'Europe de l'Est (poids socio-économique du prolétariat, racines historiques de la révolution d'Octobre, décennies d'autarcie et ampleur des ressources, durée et profondeur de la cristallisation bureaucratique avec ses ramifications criminelles incarnées par la mafia...) ; mais les caractéristiques d'ensemble de la crise affectent aussi l'URSS et infléchissent la dynamique des réformes dans un sens capitaliste. En même temps, la difficulté de la restauration

et donc les polarisations dans l'appareil bureaucratique – sont encore plus grande en URSS qu'ailleurs. Le rôle « centriste » de Gorbatchev y trouve ses marges d'expression pragmatiques, mais il apparaît comme de plus en plus paralysé entre la seule alternative cohérente : restauration capitaliste ou démocratie socialiste.

On est passé à une phase de décomposition chaotique des anciennes structures de pouvoir qui peut durer car la restauration capitaliste y sera encore plus difficile qu'ailleurs et les réponses socialistes sont pour l'instant marginales. Les points d'interrogation majeurs face au chaos grandissant concernent les réactions ouvrières, d'une part et d'autre part sur les diverses variantes possibles d'intervention de l'armée (dans un sens néo-stalinien, ou au contraire pour imposer la dictature du marché) ; enfin, demeure incertain le niveau étatique de contrôle des choix face aux conflits de pouvoirs entre républiques et centre.

6) C'est sur le plan international que l'offensive gorbatchevienne a le plus rapidement bouleversé l'image de l'URSS héritée de la période stalinienne et brejnevienne. Les difficultés internes ont conduit à la remise en cause de la course aux armements ; à une systématisation de la politique de « coexistence pacifique » ; au « désengagement » soviétique accompagné d'une idéologie du compromis social à l'échelle planétaire. Cela a facilité un rapprochement historique avec la social-démocratie et produit des effets mondiaux contrastés.

Mais avec le creusement de la crise, on est désormais entré dans une nouvelle ère. L'URSS y est réduite à ce qui reste d'elle même. Les prétentions du Kremlin ne peuvent même plus être la coexistence pacifique entre systèmes, mais un simple alignement sur les intérêts impérialistes pour en obtenir les crédits.

La popularité de la nouvelle politique gorbatchevienne reposait sur l'illusion que les ententes entre gouvernements des systèmes existants peuvent résoudre les problèmes de la paix, de la pollution, des droits de l'homme. La crise du Golfe montre à l'inverse qu'elle facilite les politiques d'interventions militaires impérialistes dans les soi-disants conflits régionaux.

Quant aux crédits, ils devenus en retour un moyen redoutable d'ingérence de la bourgeoisie mondiale dans les transformations intérieures de l'URSS comme des autres pays de l'Europe de l'Est et ceux du tiers monde.

IV. Nos positions programmatiques

1) Pour sortir de la crise, la démocratie socialiste est nécessaire.

a) Il est décisif de ne pas laisser aux partisans du capitalisme la défense des « libertés formelles ». L'idée que la « dictature du prolétariat » se passerait de telles libertés est une caricature stalinienne et réactionnaire du marxisme. Le socialisme se construira consciemment, ce qui exige les plus larges possibilités d'auto-organisation et d'expression. Aucune organisation ne peut prétendre incarner à elle seule les « intérêts historiques du prolétariat » en supprimant, ce faisant, toute « déviance » en son sein et à l'extérieur. La IV[e] Internationale est donc profondément attachée à la démocratie dans son propre fonctionnement

interne (notammement droits de tendance), dans le respect de la démocratie des organisations de masse et dans son projet de société. Elle se bat, dans le cadre de son programme de démocratie socialiste, pour le droit de grève et les plus larges libertés démocratiques, le pluralisme politique, la liberté de presse, de culte, d'association, de manifestation, d'expression, d'organisation syndicale et politique indépendantes, contre la censure et le délit d'opinion.

Nous soutenons donc en URSS toutes les luttes qui vont dans ce sens, et qui dénoncent les manipulations électorales perpétuant de fait le monopole de pouvoir du parti.

Mais la société n'est pas indifférenciée, nationalement et socialement. La démocratie socialiste doit être plus large que la démocratie bourgeoise et permettre des choix démocratiques sur tous les aspects essentiels de la vie quotidienne et de l'avenir. En pénétrant l'activité de production, la démocratie socialiste doit permettre de réunifier le citoyen et le travailleur, la citoyenne et la travailleuse. C'est pourquoi nous sommes pour un contrôle social pluraliste et généralisé sur tous les mécanismes de planification, de la production à la distribution ; la détermination après débat pluraliste et par referendum des grandes priorités et des critères de distribution ; le développement de l'auto-organisation des producteurs et des consommateurs à l'échelon local, des branches, des républiques. Nous défendons donc la nécessité d'une économie socialiste de transition, articulant la panification démocratrique qui assure la réalisation des priorités de développement et les équlibres d'ensemble, avec l'utilisation de mécanismes marchands et contractuels. Le développement des technologies et la réorganisation du travail doivent permettre d'impulser une nouvelle logique de production subordonnée à des fins humaines. Le contrôle social et l'autogestion à divers niveaux doivent y devenir les sources essentielles d'une nouvelle efficacité économique subordonnée aux besoins sociaux les plus riches. Le dépassement des anciennes divisions du travail, de l'aliénation du travail par le marché et par l'Etat doit permettre l'organisation de la vie sociale à partir des communautés de producteurs/consommateurs librement associés.

Il faut donc que ceux et celles qui sont le plus directement menacés par une décision les concernant aient un pouvoir de veto particulier dans le cadre du fonctionnement des soviets. Il devrait en être ainsi pour les républiques (si elles se sentent menacées par un choix fédéral) d'une part, et pour les travailleurs et travailleuses, d'autre part (en ce qui concerne leur conditions de travail, par exemple). Nous sommes donc pour qu'à côté des formes de représentations territoriales au suffrage direct et universel, les républiques d'une part, les travailleurs d'autre part, aient des formes de représentation spécifiques. Dans tous les cas nous sommes partisans d'une pluralité systématique des candidat(e)s et de leur révocabilité. Après l'expérience traumatisante du stalinisme, il convient d'attacher une importance particulière à l'élaboration et à l'exercice de droits et de règles juridiques cohérentes, protégeant les citoyens face aux détenteurs du pouvoir politique quel qu'il soit.

La réalisation de ces objectifs implique une véritable révolution qui combine tâches démocratiques et tâches socialistes, émancipation nationale et émancipation sociale des hommes et des femmes concernés. Une telle révolution vise au renversement du pouvoir de la bureaucratie et elle aura en même temps des dimensions sociales essentielles puisqu'il s'agit d'une remise en cause de toutes les formes d'exploitation et d'oppression sur lesquelles la bureaucratie fondait ses privilèges.

b) Face à la gravité de la situation, nous sommes pour des mesures d'urgence de contrôle et de protection :

● Pour que la gratuité des services de santé, des crèches et de l'école soit protégée par des comités d'usagers et de travailleurs de ces services – notamment de femmes ; ils devront en contrôler la qualité et déterminer à l'échelle de chaque soviet les augmentations nécessaires.

● Pour la protection de l'emploi et le développement de l'embauche dans des projets d'utilité publique : refus de toute réduction d'effectif sans reconversion assurée au même niveau de qualification et de salaire – avec maintien du revenu pendant la période de reconversion et compensations en cas de changement de lieux de travail. Celui-ci ne peut être imposé, et doit impliquer la prise en compte de tous ses effets familiaux. Mise en place effective du réseau de placements et de requalification avec formation de comités spécifiques de contrôle ouvrier sur les reconversions, attribution aux soviets des moyens adéquats. Protection de l'emploi des femmes : contre les faux libres choix de retour au foyer, priorités aux investissements en services et en produits ménagers, réévaluation des salaires féminins, stimulation de l'emploi qualifié féminin.

● Suppression des dépenses de prestige, des magasins spéciaux de la *nomenklatura*, des privilèges bureaucratiques. Réduction drastique des dépenses militaires et administratives. Affectation de ces ressources en priorité à la réévaluation des salaires les plus bas, des retraites, des allocations, avec leur indexation sur la hausse des prix.

● Echelle mobile des salaires contre l'inflation.

● Lancement d'une vaste campagne de recensement des ressources disponibles et de propositions de réduction des investissements inutiles et des gaspillages.

2) La question nationale

a) Le stalinisme et la question nationale

En URSS, Etat multinational, l'oppression nationale est un des aspects de l'oppression bureaucratique, qui suscite les mobilisations les plus grandes. Au-delà de sa dimension culturelle, elle pose la question du niveau où s'exerce le pouvoir : police, choix des investissements, contrôle de la pollution, etc.

Le stalinisme s'est accompagné d'une domination nationale dont le chauvinisme grand'russe était déjà dénoncée par Lénine peu avant sa mort ; elle s'est accentuée lors de la Seconde Guerre mondiale avec les conséquences du pacte germano-soviétique puis la répression et la déportation de peuples entiers suspects en tant que tels de collaboration. La composante russe de la bureaucratie soviétique, secondée par les relais bureaucratiques autochtones des différentes

Républiques de l'URSS, bafoue constamment les principes internationalistes égalitaires de la révolution d'Octobre, au profit d'une tutelle d'« argousin grand-russe ». Bien entendu, cette oppression nationale n'est qu'un aspect spécifique de l'étouffement général de la démocratie soviétique par la bureaucratie, dont pâtissent également les masses travailleuses russes. Par ailleurs, et surtout depuis la mort de Staline, la remontée des nationalismes périphériques en URSS, en réaction à l'oppression, a pu être exploitée par des fractions des bureaucraties régionales, non moins corrompues que la bureaucratie grand-russe. Le stalinisme n'est pas russe par essence.

Néanmoins, les privilèges de fait accordés à la langue et à la culture russes et le comportement arrogant et chauvin de la bureaucratie grand-russe, sur fond de nationalisme de grande puissance, constituent la cause fondamentale de la crise actuelle des rapports entre nationalités en URSS. Ensemble, avec les méfaits idéologiques, socio-économiques et écologiques de la dictature bureaucratique, ils expliquent la dynamique explosive de cette crise.

b) La dynamique présente des luttes nationales

La IV^e^ Internationale considère la montée des mouvements des nationalités opprimées de l'URSS comme facteur essentiel dans le processus général de développement de l'auto-activité des masses soviétiques. Les mouvements de masse nationaux, qui ont très souvent démarré sur le terrain écologique, se sont nourris des appels à la transparence et à l'autonomie lancés par les réformateurs. Ils ont parfois trouvé (au moins au départ) un soutien dans une partie de l'appareil réformateur, lui-même évoluant de façon tactique en fonction de la force populaire des mouvements et de leur dynamique.

Les grands mouvements de masse des peuples non russes ont pour l'essentiel exprimé de puissantes aspirations démocratiques et antibureaucratiques. On peut regrouper les revendications au contenu progressiste qui ont été avancées, en trois grands types de demandes : 1) linguistiques et culturelles, partout où la langue nationale a été étouffée ; 2) socio-économiques et écologiques, remettant en cause les choix bureaucratiques des industries imposées du centre ; 3) politiques, dénonciation des crimes staliniens contre des peuples entiers après la guerre et, plus généralement luttes en faveur de la souveraineté nationale des républiques.

Mais se développent aussi : 1) des pressions pour une restauration capitaliste, notamment dans les républiques les plus développées ; 2) des conflits inter-bureaucratiques susceptibles d'exploiter à des fins de pouvoir local les différents nationalismes ; 3) des courants intégristes, racistes ainsi que de véritables pogroms parfois exercés par des nationalités non russes elles-mêmes opprimées contre leurs propres minorités ; 4) le mouvement Pamiat, aile extrême du nationalisme grand-russe, vieux-slave, xénophobe, antisémite.

La révolution politique (socialiste) passe par l'éclatement de l'URSS en tant que « prison des peuples » et donc par la défense intransigeante des droits nationaux. Le comprendre n'autorise aucune vision rose des mouvements nationalistes : ils sont, comme les mouvements sociaux, nécessairement marqués par

toutes les crises actuelles, par toutes les logiques (et non pas seulement une logique progressiste, même s'il s'agit de nationalité minoritaire).

c) Nos positions

Les marxistes révolutionnaires luttent pour un monde sans frontières, pour l'abolition des privilèges de toutes sortes, et pour l'intégration de toutes les nations dans une démocratie socialiste mondiale, où s'épanouiront conjointement une culture universelle commune et toutes les cultures nationales et ethniques dans leurs aspects compatibles avec l'émancipation de l'humanité. Mais la réalisation de cet objectif suprême exige non seulement l'abolition de tous privilèges nationaux ou linguistiques, et de toutes formes de tutelle exercées sur la moindre nation ou ethnie, mais aussi une réparation des torts séculaires de l'oppression nationale ou raciale par une « action positive » (affirmative action) en faveur des nations et minorités opprimées, de manière à faciliter leur affranchissement dans tous les domaines. Alors seulement, pourra s'établir une stricte égalité entre toutes les nations, toutes les langues et toutes les ethnies.

La planification socialiste elle-même doit s'exercer à l'échelle où elle est contrôlable par les intéressés. Elle est en réalité bien plus compatible avec le respect des droits et des identités nationales que la dictature invisible et totalitaire du marché. Elle peut notamment prendre en compte les différences de développement régional et culturel dans le choix de ses techniques et priorités. Si nous sommes convaincus des bénéfices économiques et culturel du dépassement des frontières nationales, il est plus que jamais évident qu'un tel processus doit se contrôler pour être égalitaire et non oppresseur, tant au plan économique que culturel. L'établissement des relations de confiance entre nationalités impose que les liens économiques soient transparents, volontaires et basés sur des avantages réciproques et la démocratie des choix pris en commun. L'adhésion à un État multinational doit être librement et démocratiquement décidée et librement reversible, pour être viable, et le socialisme ne se construira que volontairement. Nous refusons donc toute dictature bureaucratique ou toute pseudo-rationalité économique (du plan ou du marché) qui s'imposerait par-dessus les choix conscients des populations.

Nous sommes donc inconditionnellement des défenseurs du droit à l'autodétermination tout en développant notre propre point de vue qui prend en compte les questions nationales, sociales et politiques dans leur interaction et dans leur contexte. Nous nous opposons à toute logique limitant l'auto-organisation des travailleurs : la portée antibureaucratique et démocratique des mouvements nationaux se mesurera à leur capacité à stimuler et à soutenir l'auto-organisation des travailleurs et citoyens. Nous refusons symétriquement le faux internationalisme prolétarien au nom duquel la bureaucratie empêche ce droit d'autodétermination et réprime le droit nationaux. Nous croyons que la seule façon dont les travailleurs de toute l'URSS peuvent s'unir, c'est en soutenant les droits des nations et nationalités opprimées, notamment leur droit à l'indépendance. Nous luttons en même temps contre l'illusion d'une indépendance qui se ferait dans le cadre d'une subordination au capital étranger. Nous comprenons ce caractère combiné des

révolutions nationales et antibureaucratiques et agissons pour faire avancer les deux aspects simultanément.Cette orientation démarque les marxistes révolutionnaires de tous les autres courants, de gauche ou de droite, qui voient inévitablement la lutte nationale comme étant en quelque sorte opposée à la révolution prolétarienne.

La diversité des questions nationales en URSS ne permet pas une réponse unique– au-delà de la souveraineté – à la question des formes les plus adéquates à la défense des droits de chacun. En outre, la perception par les intéressés du cadre qui leur paraît le meilleur est éminemment évolutive, dépendant de conditions politiques globales et de différences historiques. Le creusement de la crise d'ensemble de l'économie et du pouvoir soviétiques non seulement dans sa périophérie mais en son centre russe produit des effets différenciés : d'un côté, il incite à quitter au plus vite le bateau qui coule et le cadre oppresseur ; de l'autre, il offre des nouvelles possibilités de redéfinir des liens sur la base d'accords directs entre les nouveaux pouvoirs de républiques proclamées souveraines. Il est normal que dans ce contexte le choix se différencie même si la dynamique d'ensemble est la remise en cause des pouvoirs du centre. Il est clair aussi qu'existent des véritables antagonismes de « droits » sur les territoires donnés où l'histoire a fait coexister ou se succéder dans le temps plusieurs nationalités. Il faut affronter les difficultés des questions socio-culturelles qui alimentent bien des chauvinismes. Leur solution exigera la recherche de compromis librement négociés par les intéressés, rejetant l'oppression de toute nationalité par une autre. Enfin, la résistance aux effets négatifs des rapports avec le capitalisme mondiale impose la recherche de diverses formes d'union économique sur des bases non capitalistes qui rompent en URSS et ailleurs avec le « modèle socialiste » passé et sont en même temps menacés par les diktats du FMI.

Dans tous les cas, ces liens nouveaux à bâtir entre les nations et les nationalités ne pourront fonder un nouvel internationalisme qui, lui-même, restera un projet discrédité aux yeux des populations de l'URSS et du monde tant qu'il restera identifié à un pouvoir oppresseur, qui impose ses choix.

C'est pourquoi la IVe Internationale, en soutenant inconditionnellement le droit à l'autodétermination, est pour la remise en cause radicale de tout vestige du pouvoir stalinien oppresseur. Elle s'oppose à toute manifestation de chauvinisme grand'russe et de racisme, dans le respect des droits nationaux, notamment des minorités, contre toute logique d'Etat « ethniquement purs ». S'opposant au maintien de toute union forcée et du centralisme bureaucratique, elle est pour que toutes les nations et nationalités de l'URSS affirment pleinement leur souveraineté, c'est-à-dire disposent des moyens soit de se séparer, soit de s'unire librement. Ceci est vrai y compris si la volonté de séparation se combine à des pressions pour la restauration capitaliste. Cette question-là est aujourd'hui tout aussi confuse pour les populations de l'URSS que de l'Europe de l'Est qui sont susceptibles d'une évolution pragmatique face aux effets constatés des ouvertures sans protection au marché mondial.

Face aux interventions des forces armées soviétiques dans les républiques Baltes, la IVe Internationale soutient inconditionnellement la volonté des popu-

ıs de ces Républiques, déjà confirmé par referendum, de se séparer de SS, et leur proclamation d'indépendance. Elle s'oppose à toute tentative pêcher l'exercice de ce droit, quelques que puissent être ses désaccords avec les actuels mouvements nationalistes et gouvernements au pouvoir. L'intervention policière du Kremlin ne peut, en outre, qu'empêcher la clarification nécessaire des enjeux sociaux, économiques et politiqiues, à l'échelle de chaque république. Elle vise à briser les premiers développements d'une résistance multinationale des populations contre la hausse des prix. Il n'y aura pas de choix libre sans le retrait de toutes les troupes soviétiques des républiques Baltes et le respect du droit de toutes les nations et les nationalités d'Union Soviétique à déterminer librement leur propre avenir et leurs relations avec les autres nations. Ce droit d'autodétermination ne peut qu'être formel si les nations et nationalités concernées sont soumises à la répression, à la pression et au contrôle des forces militaire et policières et des appareils administratifs de l'Etat qui les opprime. Ceci vaut pour les républiques Baltes et pour tout autre cas similaire, face à l'Etat central de l'URSS, et sur une autre échelle pour les minorités opprimées par les nouvaux pouvoirs républicains (comme les Ossètes face au pouvoir géorgien).

3) Une lutte sur deux fronts

Le libéralisme marchand qui prétend incarner la lutte démocratique contre la bureaucratie est prêt à s'allier avec les mafias et acceptera toutes les ingérences étrangères pour imposer le marché. Le règne de celui-ci dans le cadre de la privatisation signifiera de grandes régressions culturelles et sociales. Mais on ne pourra combattre contre de telles régressions en défendant l'ancien système. On ne peut défendre le droit à l'emploi, à l'enseignement et à la santé gratuits, au logement pour tous, à la satisfaction garantie par la société des besoins fondamentaux qu'en attaquant frontalement la gestion bureaucratique dans tous ces domaines.

Il y a déjà et il y aura donc deux fronts de lutte : contre les régressions liées à la restauration capitaliste (prônée par une partie de la bureaucratie et le capitalisme mondial) et contre celles où se réfugierait l'ordre bureaucratique ancien sous quelque forme. Les clivages entre régions riches et pauvres risquent de recouper ces deux types de tendances. Il s'y mêle des clivages nationaux exploités par les différentes ailes de la bureaucratie. Les étiquettes de « gauche » et de « droite » sont rendues confuses du fait même de l'existence de ces deux axes de jugement : antibureaucratique (pour le pluralisme, contre les chauvinismes de tous ordres), d'une part ; et de l'autre, anticapitaliste. Des composantes réactionnaires se retrouvent sur ces deux axes (pro-capitalistes sur le premier ; bureaucratiques conservateurs et chauvins sur le second). La gauche socialiste ne peut pas se battre sur un seul front sans perdre sa substance progressiste.

C'est pourquoi il faut déplacer le débat : aller voir derrière le marché ou le plan, derrière la propriété privée, coopérative ou d'Etat, derrière les investissements étrangers, qui décide, qui contrôle quoi et pour satisfaire quels besoins, quels intérêts ? C'est la raison pour laquelle il est essentiel que se développe l'auto-organisation démocratique de masse des travailleurs, intellectuels et manuels,

industriels et agricoles, hommes et femmes de toutes nationalités, sur les lieux de travail et d'habitation, au plan local et régional, sur chaque territoire autonome et dans chaque république.

C'est aussi la condition pour que les valeurs solidaires et égalitaires dont est porteuse la classe ouvrière se nourrissent des aspirations antibureaucratiques de tous les opprimés (femmes, nationalités), des combats écologiques, des exigences culturelles les plus élevées de qualification, de responsabilité, de création non subordonnée aux logiques mercantiles.

Si dans un premier temps des fronts centrés contre les institutions staliniennes pouvaient avoir leur raison d'être, très rapidement c'est le contenu et la portée de la démocratie, c'est-à-dire les questions de la démocratie sur les lieux de travail et des choix socio-économiques qui prennent le devant. Les développements en cours révèlent sans cesse davantage, la naïveté de l'identification du marché à la démocratie. Il y a donc un début de dissociation entre ceux pour qui l'essentiel est le marché et qui sont prêts à l'imposer par une poigne de fer, et ceux pour qui l'essentiel est la démocratie et qui avaient cru que le marché était la condition nécessaire à cette fin.

Le développement du pluralisme politique sera essentiel à la clarification des choix.

4) Construire la IV^e^ Internationale pour aider à la construction de véritables partis des travailleurs

Aujourd'hui, on assiste en URSS comme en Europe de l'Est à une prolifération d'expériences tâtonnantes et de regroupements provisoires. Le PCUS demeure une organisation composite qui devra éclater et disparaître en tant qu'instrument de la bureaucratie pour que puisse réellement se construire un parti des travailleurs. Celui-ci devra lutter à la fois contre la bureaucratie et contre une privatisation qui se fera sur le dos des masses laborieuses, pour l'union des travailleurs de toutes nationalités et pour la défense intransigeante des droits nationaux ; il devra être capable d'accueillir dans ses rangs tous les courants qui sont prêts à partager ces objectifs dans un cadre démocratique.

L'existence, même marginale et diversifiée en courants distincts, d'une intelligentsia socialiste autogestionnaire cherchant à se lier aux travailleurs est un potentiel décisif pour l'avenir sans qu'on puisse prévoir quelle sera leur capacité d'influence réelle. Il faut souligner l'importance pour l'avenir de tout début d'union de ces courants en un front socialiste démocratique et autogestionnaire en opposition à l'alliance des libéraux, de la mafia et du capital international, en dépit de son caracère pour l'instant marginal. Les revendications de pleins pouvoirs aux collectifs de travailleurs, aux soviets locaux et aux républiques souveraines ou indépendantes, mises avant par ce front, met l'accent sur la question essentielle : qui décide ?

Le socialisme devra sortir réhabilité, redéfini et repensé de cette crise. C'est possible et nécessaire. C'est le seul projet émancipateur capable de répondre à la crise des deux systèmes réellement existants, indépedamment du temps qu'exigera sa réalisation.

Cela passe, entre autres, par la lutte pour la vérité entière sur Trotsky et son combat, car il s'agit de l'histoire même de l'URSS, de l'interprétation du stalinisme, et finalement de la possibilité de le combattre en étant socialiste. Ceux-là même qui avaient fait disparaître Trotsky de l'histoire ou qui lui reprochaient hier de s'être opposé à Staline en défendant le capitalisme, l'ont réintroduit dans la nouvelle histoire officielle en prétendant qu'il ne faisait qu'un avec Staline, voire qu'il aurait été pire dictateur que lui ; finalement, dans une ultime variante, on lui reconnaît le mérite d'une lutte intransigeante et continue à la fois contre Staline et contre le capitalisme, mais on lui reproche alors d'avoir voulu la révolution mondiale... C'est le même couplet qu'on adresse de plus en plus à Lénine, tout en réduisant la révolution d'Octobre au « volontarisme bolchevique » de surcroît sanguinaire.

On ne résistera pas aux falsifications sans mener en même temps tous les débats sur les questions anciennes et les nouvelles qui se posent. Il est nécessaire de reconstituer avec les socialistes d'URSS et d'Europe de l'Est le fil et la mémoire de l'histoire, d'en mesurer tous les moments où des choix se posaient, où des infléchissements se sont produits, où des erreurs ont été commises. Il est nécessaire de mesurer l'ampleur des mutations mondiales en cours et de leurs enjeux. Il faut enfin repenser le projet socialiste en y intégrant toute la richesse des débats des années vingt en URSS, toute l'expérience accumulée au plan mondial, toute la sensibilité des victimes du stalinisme, toute la portée humaniste du combat socialiste.

La IV^e^ Internationale a déjà pris et prendra toute sa part dans ces débats. Dans la perspective de la construction de sections en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle veut organiser dans ses rangs tous ceux et celles qui sont prêts à défendre son programme et son orientation et qui s'efforcent en même temps d'être des animateurs de regroupements larges, politiques ou socio-politiques et syndicaux, menant la lutte pour l'auto-organisation des travailleurs et des populations soviétiques, contre toutes les oppressions, pour une société démocratique, solidaire et juste : le socialisme.